

DEPARTEMENT
DE LA HAUTE-LOIRE

COMMUNE DE BEAUNE SUR ARZON

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 21 FEVRIER 2024
N°10/2024

Date de Convocation Publique	:	17/02/2024
Date d’Affichage	:	17/02/2024
Nombre de Conseillers en exercices	:	10
Nombre de Conseillers présents	:	08
Nombre de Conseillers Votants	:	08

Le Conseil Municipal s’est réuni au nombre prescrit par la loi, le vingt-et-un février deux mil vingt-quatre, à dix-neuf heures quinze dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Isabelle SEON, Maire.

Etaient présents : Mmes SEON Isabelle, FAVIER Florence, MAITRE Christelle, NICOLAS Brigitte, MM. MONTAGNE Alphonse, VALENTIN Michel, GIROUX Sébastien, MATHIEU Guillaume,

Etaient absents excusés : MM. LAGIER Jean-Michel, JOURDE Frédéric

M VALENTIN Michel a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

OBJET : CDG Convention Référent déontologue pour les élus

Madame le Maire informe le conseil municipal que les élus locaux peuvent bénéficier de l’aide d’un référent déontologique en cas de besoin ;

Le Centre de gestion propose d’assurer la gestion administrative relative à la mission de référent déontologue pour les élus, mission assurée par le référent déontologue du CDG 69.

Le conseil municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1111-1-1,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 452-40,

Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l’ élu local,

Vu la délibération du conseil d’administration du CDG43 n° 2023-24 du 27 novembre 2023,

Vu la convention inter Centres de gestion commune de la fonction référent déontologue élu signée entre le CDG43 et le CDG69,

Considérant que le référent déontologue du CDG69 dispose des compétences et expériences nécessaires pour exercer la fonction de référent pour les élus et qu’il présente toutes les garanties d’impartialité et d’indépendance nécessaires,

Considérant que le CDG43 n’exerce pas lui-même la fonction de référent déontologue pour les élus mais qu’il propose aux collectivités qui le souhaitent de permettre à leurs élus d’avoir accès au référent déontologue du CDG69 et d’assurer ainsi la gestion administrative des saisines,

Délibère et désigne le référent déontologue du CDG69 pour exercer les fonctions de référent pour les élus. Il autorise le Maire à signer la convention jointe en annexe avec le CDG43 pour pouvoir bénéficier de cette mission.

Le Maire : Isabelle SEON

